



## Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

---

### Conseil Supérieur de l'Education du mardi 11 décembre 2018 :

### Nouveau désaveu pour la loi sur « la liberté de choisir son avenir professionnel »

Le CSE du 11 décembre s'est tenu dans un contexte particulier : celui des manifestations des lycéens pour l'abandon des réformes du baccalauréat, du lycée et de Parcoursup. Dans tout le pays, les lycéens sont confrontés à une répression sans précédent. Dans cette situation explosive, le ministre a annoncé vouloir accélérer la réforme du lycée.

Dans les déclarations liminaires, le ministère a été interpellé sur la répression exercée contre les lycéens. L'UNSA a indiqué que les représentants du SNPDEN étaient absents, étant dans leur établissement pour assurer la sécurité des élèves.

Le SNES, la CGT, SUD éducation ont condamné les violences contre la jeunesse et annoncé l'appel à la grève du 14 décembre.

La FCPE a demandé que la lumière soit faite sur les violences à l'encontre de la jeunesse. Elle a condamné la cadence infernale des réformes.

La FNEC-FP-FO a rappelé la lettre adressée au ministre le 6 décembre concernant les violences. Elle a réaffirmé l'exigence d'ouverture de négociations avec les organisations syndicales et les organisations de jeunesse sur la base de leurs revendications.

Elle a réaffirmé que le ministre avait la responsabilité d'écouter les revendications et d'y répondre. Elle a rappelé que la cgt-FO s'est prononcée contre la loi « Liberté de choisir son avenir professionnel ». Elle votera contre tous les textes d'application de la loi qui sont présentés lors de cette séance.

**Réponse du Ministère :** Ce mouvement de lycéens atteint, dans certains foyers localisés, un niveau de violences exceptionnel. Concernant Mantes, une enquête est en cours pour s'assurer que les règles d'usage ont été respectées. Les organisations lycéennes ont été reçues la semaine dernière.

Remarque FO : le ministère n'apporte donc aucune réponse aux revendications.

**Vœu proposé par l'UNEF :** annulation de l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers hors communauté européenne. *favorable*

Pour : 54 dont FO, FSU, CGT, SUD, Solidaires, SNALC,UNSA, CFDT ; 2 contre ; 1 abstention ; 1 refus de vote

#### I. Projets de textes présentés par la délégation à l'emploi et à la formation professionnelle. *4 avis défavorables sur les 5 textes soumis*

1) Projet de décret portant diverses mesures relatives aux primes et aides aux employeurs d'apprentis *favorable*

Ces textes s'inscrivent dans la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel qui ouvre la voie à la généralisation de l'apprentissage. FO s'y oppose.

17 pour dont FSU ; 10 contre dont FO, SUD, Solidaires, SNALC ; 21 abstentions dont CGT et CFDT, 7 refus de vote dont UNSA.

2) Projet de décret relatif à l'aide unique aux employeurs d'apprentis *défavorable*

4 pour ; 26 contre dont FO, FSU, SUD, Solidaires ; 22 abstentions dont CGT et CFDT ; 7 refus de vote dont l'UNSA.

3) Projet de décret relatif au cadre national des certifications *défavorable*

4) Projet d'arrêté fixant les critères associés aux niveaux de qualification du cadre national des certifications. *défavorable*

Ce projet vise à aligner la classification des titres et des diplômes française sur le Cadre Européen des Certifications. D'une part, elle implique de calquer tous les diplômes sur le modèle des blocs de compétences. Ces blocs de compétences peuvent être acquis tout au long de la vie tandis que lorsqu'on est titulaire d'un diplôme, on bénéficie de la reconnaissance nationale qui lui est attachée.

D'autre part, ce projet instaure un niveau infra CAP et BEP pour des métiers qui ne seraient pas reconnus. Le Ministère donne l'exemple de réparateur de vélo, ce qui est pourtant reconnu par un BEP/CAP réparateur de cycles et de motocycles. Pour FO, il s'agit donc de déqualifier et de préparer un niveau de diplôme qui permette un recrutement précaire et à bas coût.

9 pour dont CFDT et CNEA ; 44 contre dont FO, FSU, CGT, SUD, UNSA ; 6 abstentions (vote identique pour 3 et 4)

5) Décret relatif aux commissions professionnelles consultatives chargées d'examiner les projets de création, de révision ou de suppression de diplômes et titres à finalité professionnelle. *défavorable*

Ce projet de texte confirme les craintes de FO : il exclut les syndicats des enseignants des commissions professionnelles consultatives qui ont pour rôle de construire les référentiels des diplômes. Exclure les enseignants des CPC, c'est exclure les personnels qui forment les élèves et qui sont spécialistes de la transmission des connaissances. C'est un pas supplémentaire vers la prise en charge, par l'employeur, de la formation professionnelle puisque cela revient, de fait, à dégager l'Education nationale de cette prérogative.

0 vote pour ; 44 contre dont FO, FSU, CGT, SUD, SNALC, UNSA, CFDT ; 11 abs tentions ; 3 refus de vote.

## **II. Projets de textes présentés par la direction générale de l'enseignement scolaire**

6) Projet de décret relatif au contrôle pédagogique des formations par apprentissage conduisant à l'obtention d'un diplôme *défavorable*

1 vote pour : CNEA ; 36 contre dont FO, FSU, CGT, SUD, UNSA ; 15 abstentions dont CFDT, FCPE, FAGE.

7) Projet de décret portant création des familles de métiers en seconde professionnelle et les mentionnant dans la procédure d'orientation *favorable*

26 pour dont CNEA, Conseillers régionaux, Maires, UNSA, SGEN-CFDT, SNUIPP-FSU ; 25 contre dont FO, CGT, SUD, FSU (à part SNUIPP) ; 6 abstentions dont UNEF, FEP-CFDT

8) Projet d'arrêté définissant les familles de métiers en classe de seconde professionnelle mentionnées à l'article D. 333-2 du code de l'éducation *défavorable*  
6 pour dont CNEA, Conseillers régionaux, Maires ; 27 contre dont FO, FSU, CGT, SUD ; 24 abstentions dont CFDT et UNSA

9) Projet de décret relatif aux classes dites « prépa-métiers » *défavorable*  
1 vote pour : Conseillers régionaux ; 36 contre dont FO, FSU, CGT, SUD, CFDT ; 15 abstentions dont l'UNSA

10) Projet de décret relatif aux nouvelles compétences des Régions en matière d'information sur les métiers et les formations *défavorable*  
1 pour dont conseillers régionaux 40 contre dont FO ; FSU, CGT, SUD, Solidaires, CFDT 5 abstentions dont UNSA et FCPE

11) Projet d'arrêté du modifiant l'arrêté du 22 mai 1985 portant création du diplôme d'études en langue française et du diplôme approfondi de langue française *favorable*  
28 pour ; 0 contre ; 30 abstentions dont FO ; 0 refus de vote

### **III. Projets de textes présentés par la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle *favorable***

12) Projet de décret relatif aux lycées de la défense et modifiant le code de l'éducation  
13 pour dont UNSA, CFDT, SNALC ; 2 contre : SUD éducation, Solidaires ; 13 abstentions dont FO, FSU et CGT.

13) Projet de décret relatif aux modalités d'admission en section de techniciens supérieurs *favorable*  
41 pour dont FSU, CFDT, 3 contre dont SUD, Solidaires, SNALC ; 3 abstentions dont CGT ; 2 refus de vote dont FO

14) Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 10 avril 2017 pris en application de la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté pour fixer les régions académiques dans lesquelles est conduite l'expérimentation de modalités d'admission dans une section de techniciens supérieurs pour les titulaires d'un baccalauréat professionnel *favorable*  
41 pour dont FSU, CFDT, 3 contre dont SUD, Solidaires, SNALC ; 3 abstentions dont CGT ; 2 refus de vote dont FO

15) Projet d'arrêté fixant le thème des travaux d'initiative personnelle encadrés (Tipe) en mathématiques et physique (MP), physique et chimie (PC), physique et sciences de l'ingénieur (PSI), physique et technologie (PT), technologie et sciences de l'ingénieur (TSI), technologie, physique et chimie (TPC), biologie, chimie, physique, sciences de la Terre (BCPST) et technologie, biologie (TB) pour l'année universitaire 2019 – 2020 *favorable*  
41 pour dont FSU, UNSA, CDFT, SUD, Solidaires ; 0 contre ; 5 abstentions ; 2 refus de vote dont FO.

16) Projet d'arrêté fixant le thème de droit des classes préparatoires économiques et commerciales, option technologique, en vue de la session des concours 2020 *favorable*  
41 pour dont FSU, SUD, Solidaires, CFDT, UNSA ; 0 contre ; 3 abstentions dont CGT ; 2 refus de vote dont FO